

Remplacement des menuiseries aluminium et isolation des façades

18, rue de Lorraine

78200 MANTES LA JOLIE



MAÎTRE D'OUVRAGE

PREFECTURE DES YVELINES
1 rue Jean HOUDON
78100 VERSAILLES CEDEX

CCTG

PRESCRIPTIONS COMMUNES

Dossier	
Date	10/12/2024
Phase	DCE
Indice	0

1 **GENERALITES:**

1.1 **Présentation du projet:**

Le présent document a pour but de définir les travaux et fournitures nécessaires aux travaux de ravalement de la Sous-préfecture Mantes La Jolie.

Les travaux prévus dans ce lot sont les suivants :

- La dépose des fenêtres,
- La dépose des joints amiantés des fenêtres,
- La rénovation pierre de parements, taches induites par le remplacement des menuiseries et leur désamiantage
- Amélioration de l'isolation thermique du bâtiment par le renforcement du complexe extérieure

Les prescriptions communes ont pour objet la description des prestations communes à l'ensemble des lots, et qui doivent donc être observées par l'ensemble des entrepreneurs en charge des travaux.

Les travaux sont répartis suivant la décomposition ci-dessous:

- Prescriptions communes,
- Lot 01 : INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANTEMENT/ RAVALEMENT,
- Lot 02 : MENUISERIE EXTERIEURE.

1.2 **Sécurité et protection incendie :**

Les entreprises devront prendre en compte la notice de sécurité incendie du dit-projet.

Pour ce projet, il sera tenu compte de la réglementation Sécurité Incendie :

- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 3 Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public - Articles L123-1 à L123-55. (Décret n° 73.1007 du 31 Octobre 1973)
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 1 Champ d'application - Articles L421-1 à L421-8, R420-1, R421-1 à R421-29, et plus particulièrement son article R421-5
- CODE DU TRAVAIL.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public (et plus particulièrement les instructions techniques n° 246 et 247 relatives au désenfumage et aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage).
- Arrêté du 4 novembre 1975 modifié relatif à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public (utilisation de certains matériaux et produits)
- NF P.92.800-1 (NF EN 13501-1) (Septembre 2007) : Classement au feu des produits et éléments de construction : Partie 1 : Classement à partir des données d'essais de réaction au feu
- NF P.92.800-2 (NF EN 13501-2) (Mai 2004) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 2 : Classement à partir des données d'essais de réaction au feu à l'exclusion des produits utilisés dans les systèmes de ventilation.
- NF P.92.800-3 (NF EN 13501-3 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 3 : Classement utilisant des données d'essais de résistance au feu de produits et éléments utilisés dans des installations d'entretien : conduits et clapets résistants au feu.
- NF P.92.800-4 (NF EN 13501-4 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 4 : Classement à partir des données d'essais de résistance au feu des composants de dispositifs de contrôle de fumée.
- NF P.92.800-5 (NF EN 13501-5 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 5 : Classement utilisant des données d'essais au feu des toitures exposées à un feu extérieur.
- Décret n° 88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 3 Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation, modifié les 18 août 1986 et 19 décembre 1988.
- Arrêté du 1er août 2006 à l'accessibilité des bâtiments d'habitation, modifié le 30 novembre 2007.
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage.
- Articles R 121.1 à R 121.13 et Articles R 123-1 à R 123-52 du Code de construction de l'habitation,
- Réglementation thermique : RE 2020

Les conditions minimales fixées par les divers règlements en matière de sécurité incendie doivent être respectées.

Aussi, les protections au feu et la mise en œuvre des matériaux seront réalisées conformément aux recommandations des DTU en vigueur, et suivant les contraintes techniques et architecturales du projet explicitées par les différentes études (structure, thermique, acoustique, etc...).

1.3 **Contraintes :**

1.3.1 **RICT:**

Les entreprises devront intégrer les remarques mentionnées dans le Rapport Initial du Bureau de Contrôle jointe au présent dossier.

Les recommandations et avis seront prégnants vis-à-vis de son CCTP, les entreprises devant à ce titre adapter les prestations dues.

1.3.2 **Diagnostic amiante :**

Les entreprises reconnaissent avoir pris connaissance :

Diagnostic amiante:

- Le rapport de l'entreprise IDS date 14/06/2024 , joint au présent dossier.

Rapport du 14/06/2024 de la mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux.

1.3.3 **Diagnostic plomb :**

Les entreprises reconnaissent avoir pris connaissance :

Diagnostic plomb:

- Le rapport de l'entreprise IDS date 14/06/2024 , joint au présent dossier.

Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux.

1.4 **Reconnaissance des lieux:**

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des Ouvrages à réaliser. Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées. L'Entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.5 **Marchés de travaux:**

L'ensemble des lots de la présente opération sont traités à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Ceux-ci doivent être déterminés conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'Œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'Ouvrage concerné figure aux plans.

1.6 **Options et variantes:**

Après désignation du titulaire, aucune proposition de variantes ne sera prise en considération. Seules les variantes proposées lors de la consultation pourront être retenues à condition que l'entreprise fournisse, avec sa proposition, un détail de prix permettant d'apprécier les répercussions que leur adaptation entraînerait sur le montant du lot concerné, et éventuellement sur ceux des lots pour lesquels ces variantes conduiraient à des modifications

2 **PRESCRIPTIONS COMMUNES**

2.1 **Prototypes :**

Les entrepreneurs présenteront, pour accord, tous échantillons des matériaux prévus avant toutes commandes. Les échantillons retenus seront conservés dans une armoire fermée à clé dans le bureau du chantier, jusqu'au contrôle de conformité après exécution.

L'ensemble des échantillons seront présentés selon le calendrier défini par le Maître d'Œuvre .

Les entreprises devront la fourniture d'un prototype complet , incluant :

- Menuiseries extérieures ,
- Habillages intérieures,
- Ravèlement avec ITE et habillage ,

2.2 **Stockage sur le site :**

Dans l'emprise du chantier, il sera prévu des zones de déchargement et de stockage des matériaux et matériels. Le stockage des matériaux est interdit dans la sous préfecture sauf accord écrit de la Maîtrise d'Œuvre .

Des zones de stockage provisoires seront définies communément avec la Maîtrise d'Œuvre , pour permettre l'établissement des installations de chantier.

Ces zones pourront demeurer dans l'avenir du chantier et serviront de zone de stockage à long terme. Il est entendu qu'un stockage provisoire sur une zone non affectée à cette fonction doit n'être que temporaire (une demi-journée maximum représentant le temps d'un déchargement) et cesser instantanément sur simple injonction orale d'un membre de la Maîtrise d'Œuvre .

2.3 Échafaudages :

Chaque entreprise doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaire à l'exécution de ses travaux. Il appartient à l'entrepreneur de se rapprocher de l'entreprise du lot " INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT " pour l'utilisation de ses échafaudages.

Un protocole d'intervention sera donc établi entre les entreprises pour mise à disposition des installations. A défaut de pouvoir disposer des installations d'une autre entreprise, chaque lot devra prévoir ses propres installations. Cette disposition sera considérée incluse dans la valeur de l'offre globale et forfaitaire.

Chaque entrepreneur est tenu pour responsable et devra être assuré en cas d'accident.

2.4 Organismes de contrôle :

2.4.1 Contrôle technique

2.4.1.1 Nom et adresses du bureau de contrôle :

La mission de contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction est confiée à BTP CONSULTANTS.

Interlocuteur :
Antoine LOUE
06 13 29 05 76
antoine.loue@btp-consultants.fr

désigné dans le présent document "Contrôleur technique".

2.4.2 Coordination sécurité et protection de la santé

2.4.2.1 Coordonnateur SPS :

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à BTP CONSULTANTS.

Interlocuteur :
Cyril GAUTHIER
06 50 77 21 08
cyril.gauthier@btp-consultants.fr

désigné dans le présent document "coordonnateur S.P.S.".

2.4.3 Coordination de chantier O.P.C.

2.4.3.1 OPC au Maître d'Œuvre :

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est confiée au Maître d'Œuvre.

2.5 Trous et scellements :

2.5.1 Généralités :

Les travaux de l'ensemble des entreprises comprennent pour leurs Ouvrages :

- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie.
- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons. Les saignées pour les encastresments et leurs rebouchements.
- Les fixations mécaniques de leurs Ouvrages par vis sur trous chevillés. Les scellements et calfeutresments de leurs Ouvrages.
- Les raccords de finition.

2.5.2 Percements dans l'existant :

Chaque entreprise aura à sa charge la fourniture et pose des fourreaux, les scellements et rebouchements ainsi que les percements inférieurs à 101 mm. Au delà de cette valeur , l'entreprise du lot INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT aura à sa charge la fourniture et pose des fourreaux, les scellements et rebouchements.

2.5.3 Fourreaux et calfeutresments CF

Chaque entreprise aura à sa charge les fourreaux ou bandes isolantes autour des canalisations et conduits, ainsi que les calfeutresments à l'intérieur des réservations circulaires ou rectangulaires afin d'assurer le même degré coupe-feu que le plancher.

2.5.4 Trous et réservations :

Tous les trous, scellements, calfeutresments, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des Ouvrages prévus. Chaque entreprise aura à sa charge les réservations dans les Ouvrages. Il lui appartiennent de se soucier en temps utile des plans de réservations de l'ensemble des lots dits "techniques".

Seront prévus les trous, trémies, fourreaux nécessaires à l'entreprise générale, ainsi que les scellements et calfeutresments, recueillis de

l'ensemble des lots. Les trous, trémies, sont rebouchés par un matériau reconstituant le degré de résistance au feu du support. Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge de l'entreprise générale à travers les LOTS techniques concernés. Compris rebouchages et calfeutrements par du matériau résistance au feu suffisante.

Chaque entreprise exécutera les trous, scellements et bouchements nécessaires à ses Ouvrages. Les bouchements doivent être livrés en matériaux de même nature (ou compatibles) que le subjectile. Les raccords éventuellement nécessaires ainsi que le bouchement de trous non utilisés seront exécutés par l'entreprise générale à ses frais.

2.5.5 **Fixations, trous, scellements et calfeutrements :**

Sous réserve des prestations incluses aux PRESCRIPTIONS COMMUNES, sont à la charge de l'ensemble des entreprises :

- Les fixations de toutes natures
- Tous les trous n'ayant pu être réservés
- Les petits percements
- L'ouverture des saignées pour les encastrements Les scellements
- Les rebouchements de trous et saignées
- Les calfeutrements et raccords divers.

Les scellements, calfeutrements et raccords sont réalisés :

- Au ciment à prise normale dans le béton et la maçonnerie (le ciment à prise rapide sera exclu, sauf cas particulier).
- Au plâtre dans les Ouvrages en plâtre ou plaques de plâtre.

L'exécution des scellements sera particulièrement soignée, y compris nus réservés ou parements impeccables, pour parachèvement des travaux de finition.

L'entreprise concernée, dans le cadre de la réalisation des revêtements, tiendra compte de la présence des points de fixations, de traversées de canalisations ou d'encastrements de petit appareillage posés avant la mise en Œuvre de leurs revêtements. Les raccords des revêtements de finition sols, murs, plafonds (carrelage, faïence, moquette, tentures, peinture, faux plafonds, plinthes, etc.) seront exécutés avec soin par l'entreprise à ses frais. Il en sera de même pour les travaux de finition qui n'entrent pas dans le processus normal d'exécution (dégâts importants, intervention tardive, etc.), l'entreprise générale en assurera l'exécution à sa charge financière.

2.6 **Dossier d'Ouvrages Exécutés :**

La demande de réception des Ouvrages doit être adressée par les Entreprises au Maître d'œuvre d'exécution et de conception et au Maître d'Ouvrage en fin de travaux. Envoi par RAR 1 mois avant la date de réception proposée par les entreprises.

Pour être recevable, cette demande devra obligatoirement être accompagnée du dossier, des plans et notes techniques précisés pour chaque LOT. A savoir :

2.6.1 **Présentation du dossier :**

Le dossier sera composé de chemises avec cartouche précisant exactement la localisation des travaux dans l'établissement et dans les bâtiments ainsi que l'année de l'opération.

Il est rappelé que les Entreprises doivent respecter strictement les prescriptions de la Charte graphique figurant dans les pièces contractuelles.

Sous-chemises intérieures par lots.

Sur chaque document (sauf les PV des matériaux et la documentation des fabricants) devront figurer les mêmes renseignements que ceux du cartouche.

2.6.2 **Composition du dossier :**

La liste des pièces à fournir par les entreprises sera définie par le règlement de consultation ou le contrat de travaux de la Maîtrise d'Ouvrage notamment : plans d'exécution, fiches techniques, fiche AQC, assurances, etc.

Nota: Le DOE devra être fourni sous version numérique.

3 **DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS**

Les " Documents de référence contractuels " applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive.

Les Ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;

- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- le permis de construire, ses attendus.
- le rapport de vérification du bureau de contrôle.
- Normes et DTU
- les notices acoustiques.

4 **CONTENU DES PRIX**

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, l'Entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat. Ainsi, les travaux comprendront implicitement toutes les prescriptions et détails développés dans le cours du CCTP.

Les documents, écrits et graphiques fournis aux entreprises, ont pour but de renseigner les Entrepreneurs sur la nature et la localisation des Ouvrages à exécuter. Ils sont réalisés au stade d'avant projet. Le projet comportant les documents d'exécution, de synthèse complémentaires et les plans de fabrication, seront réalisés par l'Entreprise.

Les Entrepreneurs établiront leur soumission d'après les bordereaux quantitatifs préétablis, dans le cadre des règles de l'Art du bâtiment et de la réglementation en vigueur.

Les prix comprennent :

- la valeur de toutes les sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elles résultent des différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leur circulaire d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du calendrier d'exécution, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention d'accidents du travail,
- tous les travaux de reprise, de raccordement, de finition et accessoires annexes et connexes participant au parfait achèvement,
- tous raccordements et qu'elle que soit la distance de raccordement aux différents réseaux (électricité, ...).

Ainsi que tous les autres Ouvrages prévus ci-après au CCTP.

Les travaux comprennent donc implicitement les prestations et fournitures selon les cahiers des clauses spéciales du DTU.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

L'Entrepreneur ne peut prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission dans les prescriptions techniques, étant entendu qu'il doit se rendre compte de l'importance des travaux à réaliser et qu'il aura suppléé, par ses connaissances professionnelles, aux omissions éventuelles sur les pièces du marché. Le fait, par l'Entrepreneur, d'exécuter sans rien changer aux prescriptions de tous les documents techniques annexés au dossier marché, n'atténue en rien sa pleine responsabilité de constructeur et de technicien.

Le prix remis par l'entreprise est un prix global et forfaitaire. Il ne saurait être question de quelques travaux supplémentaires, en cours de travaux. En conséquence, l'entreprise est invitée à prendre en compte tous les aléas signalés, à avertir le Maître d'Œuvre en cas d'imprécision ou d'omission pouvant entraîner une incidence financière quelconque et ce, avant la remise des offres.

5 **DOCUMENTS A FOURNIR:**

5.1 **Documents d'exécution:**

Les études d'exécution comprendront toutes les notes de calcul, les schémas et les plans d'équipement établis suivant les dispositions prises en réunion de synthèse ou en réunion de chantier. Leur réalisation est à la charge de l'entreprise titulaire des travaux.

L'ensemble des études d'exécution seront transmises au Maître d'Œuvre, Bureau d'études, bureau de contrôle...pour visa avant toute mise en œuvre.

5.2 **Échantillons et documentation technique:**

L'entrepreneur en charge de chaque lot, devra fournir dès sa désignation, tous les échantillons et fiches techniques des produits et matériaux qui seront mis en œuvre.

Les caractéristiques techniques et performances des produits et équipements à mettre en œuvre sont décrites dans le CCTP de chaque lot. Toutefois, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le choix des modèles et coloris à mettre en œuvre, dans les mêmes gammes de produits.

6 **DEMARCHE ET AUTORISATION ADMINISTRATIVES**

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps voulu toutes les démarches et de déposer toutes les demandes auprès des différents organismes et services concernés, pour obtenir toutes les autorisations, instructions et accords écrits, nécessaires pour la réalisation des travaux.

Copies de toutes ces autorisations, instructions et accords ainsi que de toutes les correspondances à ce sujet devront être transmises au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

7 **CONSISTANCE DES TRAVAUX:**

7.1 **Nature des matériaux:**

Les matériaux et les matériels utilisés devront être neufs, de la meilleure qualité, avoir les caractéristiques correspondant aux influences externes auxquelles ils pourront être soumis, et répondre exactement aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés et à une bonne marche de l'installation.

Ces produits devront également répondre à toutes les normes et réglementations en vigueur, et devront être mis en œuvre dans les règles de

l'art.

L'entrepreneur aura la possibilité de proposer des matériels équivalents à ceux définis dans le présent devis, les marques et références citées n'étant données qu'à titre indicatif, définissant un niveau technique et esthétique.

Pour chaque marque ou référence citée dans le présent document, l'indication "ou similaire" est tacitement sous-entendu. Les produits proposés par l'entreprise devront être techniquement et esthétiquement comparable. L'entreprise devra en donner le détail avec son offre afin de juger de leur conformité et du respect des prescriptions du présent document. Dans les cas où cette documentation serait absente ou que le matériel proposé ne répondrait pas aux spécifications du présent CCTP, l'offre sera jugée non conforme.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse et écrite du Maître d'Œuvre.

Les frais résultant de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans l'ordre écrit, seront à la charge de l'Entreprise.

7.2 Essais et contrôles:

Chaque entrepreneur devra réaliser tous les essais de contrôle de bon fonctionnement des ses installations, et établir les PV associés.

Indépendamment des essais réalisés par les Entreprises pour mise au point et réglage de leurs Ouvrages, chaque lot devra prévoir les frais afférents à la réalisation par des organismes agréés des essais définis et imposés par la réglementation et les normes en vigueur et d'en fournir les procès-verbaux à transmettre au bureau de contrôle, dès qu'ils sont mentionnés.

L'ensemble des entreprise mettra à la disposition du Maître d'Œuvre ou de son représentant les appareils de mesure et le personnel nécessaire aux contrôles et essais de l'installation, aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'à la réception.

Un exemplaire des documents AQC devront être transmis au bureau de contrôle.

8 ORGANISATION DE CHANTIER

8.1 Planning des travaux

Chaque entreprise établira le calendrier détaillé d'exécution de ses prestations en prenant en compte les éléments suivants :

- Planning de la Maîtrise d'Œuvre d'exécution,
- Délai global de réalisation des travaux,

Les Responsables des travaux de chacune des entreprises titulaires seront tenus à un point hebdomadaire régulier avec le Maître d'Œuvre d'exécution.

A la demande de la Maîtrise d'Œuvre d'exécution, les conducteurs de travaux de chaque LOT pourront être convoqués aux réunions de chantier.

8.2 Reportage photographique

Un reportage photographique de chantier sera organisé mensuellement par l'Entreprise du lot INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANTAGE/ RAVALEMENT jusqu'à la fin du chantier.

L'Entrepreneur devra des photos en couleur représentatives de l'évolution de la réalisation, sur support papier et informatique.

Limitation du bruit sur les chantiers

Application des Arrêtés du 11 avril 1972 du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement - J.O. du 2 mai 1972.

9 INSTALLATION DE CHANTIER

9.1 Généralités

L'entreprise titulaire du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANTAGE/ RAVALEMENT " prendra en charge :

- Les frais et la responsabilité de la mise à disposition de l'électricité durant toute la durée du chantier,
- L'installation des tableaux électriques de chantier,
- Les frais et la mise à disposition de l'eau sur le chantier,

Il est bien entendu que les entreprises devront la réalisation de leurs propres aires de stockage et abris nécessaires à la conservation de leurs approvisionnements en conformité avec les prescriptions des fabricants.

Les emplacements nécessaires aux installations de chantier seront mis à la disposition de l'entreprise et définis sur place lors de la période de préparation de chantier.

L'entreprise devra transmettre aux intéressés (CSPS, Maître d'Ouvrage, Maîtrise d'Œuvre d'exécution) des plans d'installations de chantier précisant les zones de stockage, les zones de stationnement des entreprises, les zones de livraison, le positionnement des abris, la circulation interne au chantier et les moyens de levage éventuellement prévus.

En fin de travaux, les entreprises seront tenus de laisser les emplacements de chantier propres et débarrassés de tous déchets et gravois, y compris remise en état des espaces verts, voirie et trottoirs.

La Maîtrise d'Œuvre d'exécution dispose d'un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Une visite préalable du site sera réalisée avec le responsable du site et la Maîtrise d'Œuvre d'exécution pour valider les éléments ci-avant. Les entreprises devront veiller à la mise en Œuvre et à l'application du plan général de coordination santé - sécurité établi par le coordonnateur sécurité.

Ce plan sera transmis au coordonnateur sécurité, à la Maîtrise d'Œuvre d'exécution et au Maître d'Ouvrage.

9.2 Bureau de chantier

L'entreprise du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT " devra la mise en place, pendant toute la durée du chantier, d'un bureau de chantier comprenant notamment une salle de réunion (équipées en tables et chaises) pour les réunions de chantier hebdomadaires.

9.2.1 Généralités

Les installations suivantes seront réalisées par l'Entreprise du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT " .

L'Entreprise fournira les bureaux et cantonnements, (réfectoires, sanitaires, gestion) nécessaires à l'installation de l'ensemble des lots en utilisant au mieux les surfaces affectées par la Maîtrise d'Œuvre .

L'Entreprise soumettra à celle-ci un plan d'installation de chantier établi dans les règles de l'art et précisant tous les dispositifs mis en oeuvre . Un croquis d'accompagnement représentera les emplacements affectés à chaque fonction et l'attribution des bureaux de chantier.

Ces bureaux comprendront les dispositifs minimums énoncés au présent document, dans les pièces administratives , dans le PGC, réajustés après coup sur le site selon les personnels détachés.

L'Entreprise établira ses bureaux à proximité de ceux de la Maîtrise d'Œuvre de telle sorte que les événement de chantier puissent être gérés au plus rapide.

Les raccordements en eau, électricité et assainissement des bureaux et cantonnements seront maintenus en état par l'Entreprise. Seront également prévus le gardiennage et les nettoyages quotidiens de l'ensemble de ces locaux ainsi que les consommables.

Les installations de chantier seront conformes aux dispositions des articles qui suivent.

9.2.2 Bureaux de chantier

Dès la période de préparation, les bureaux décrits ci-dessous seront installés et entretenus pour toute la durée du chantier. Ces locaux pourront éventuellement être déplacés selon les contraintes de phasage des travaux.

a) Une salle de réunion destinée à divers "regroupement" (réunions de chantier, de CIHS...).

Cette salle présentera un dispositif de réunion, réalisé pour dix (10) personnes minimums, comprenant les tables et les sièges correspondants.

Cette salle comprendra un rangement pour les dossiers suivants, fournis et maintenus en permanence par l'Entreprise du lot **INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT :**

- le dossier Marché complet,
- la série des comptes rendus de réunions,
- les PPSPS de chaque Entreprise,
- les cahiers de chantier.

De plus, cette salle de réunion comportera en complément les aménagements suivants :

- 1 photocopieur format A4

b) Des bureaux de chantier en nombre suffisant nécessaire aux personnels d'encadrement de l'entreprise.

Prestations Générales pour ces locaux à prévoir par l'Entreprise du lot **INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT**

- L'ensemble des raccordements :
 - en eau : distribution et alimentation avec mise hors gel, et réseau propre d'eau chaude sanitaire avec l'ensemble des évacuations correspondantes.
 - en électricité : y compris avec mise en place des réseaux téléphoniques.

- L'entretien : nettoyage quotidien de l'ensemble des locaux.

- la surveillance et le gardiennage de ces locaux qui doivent comporter des défenses efficaces contre les intrusions (barreaudages, serrures de sûreté, etc...),

- le chauffage électrique, l'éclairage et la ventilation,

- la fourniture de 10 casques de chantier, 10 paires de bottes pour les dirigeants de chantier et les visiteurs.

L'Entreprise fournissant ces diverses installations, les récupérera en fin de chantier, ainsi que les matériels qu'elle aura mis en place selon les prescriptions annoncées dans le présent document.

Les stipulations particulières ci-après concernant l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé sont applicables au présent marché.

9.2.3 Panneaux de chantier

A la charge du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT " .

Cf. CCTP du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT "

9.3 Clôture de chantier

Le chantier devra être entouré d'une palissade entretenue existante ou à créer suivant le site.

Après pose l'entreprise du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT " conserve la responsabilité et l'entretien de ces palissades qui en cas de détérioration devront être changées ou réparées dans les 24h du constat.

Pose sur poteau semi-fixe sur plot avec contreventement.

Les portes et portillons d'accès, autant que nécessaire, seront judicieusement implantés, de dimensions suffisantes pour laisser l'accès aux transporteurs de matériaux et équipés de moyens de fermetures résistants.

De plus, l'Entreprise, lors de la campagne d'ouverture de chantier, devra s'informer, enregistrer et appliquer les éventuelles recommandations que lui fourniront le Maître d'Ouvrage ainsi que celles des services techniques de la ville.

A la charge du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT "
Cf. CCTP du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT "

9.4 Vidéosurveillance

Sauf dispositions de gardiennage contraires dans les pièces administratives, l'entreprise du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT " est avisé qu'aucun gardiennage de chantier n'est prévu.

En conséquence, les entreprises sont responsables de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que sa responsabilité est engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise surveillance du chantier.

Également à toutes malveillances et oublis de fermeture du site en fin de journée.

9.5 Signalisation

Une signalisation visible en permanence sera mise en place en relation avec le coordonnateur sécurité pendant toute la durée du chantier.

Elle indiquera notamment les accès pour l'exécution des travaux.

9.6 Bennes à gravois

Mise en place, suivant prescriptions et obligations du PGC, de goulottes sur toute la hauteur des bâtiments avec réceptacles amovibles en pied de chute - diamètre 500 mm.

Montage - entretien - modification - démontage à la demande de la Maîtrise d'Œuvre aussi souvent que nécessaire.

Il sera prévu autant de bennes que nécessaire pour l'enlèvement des gravois jusqu'à la livraison des bâtiments.

Cette prestation ainsi que les frais financiers liés à la réalisation de cette prestation incombent à l'Entreprise du lot "INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANPAGE/ RAVALEMENT "

9.7 Produits dangereux

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, notamment vis-à-vis des personnes, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de dangers ou, s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Ces mesures seront prises en relation avec le coordonnateur sécurité.

9.8 Chantier à faibles nuisances

Les entreprises compris sous-traitants devront :

- Limiter les nuisances en respectant les points suivants :

Voies de circulations, stationnement, parking et livraison

- Respecter les exigences réglementaires et administratives et adapter les accès chantier en conséquence,
- Veiller à organiser au mieux l'approvisionnement du chantier et les enlèvements (horaires, itinéraires...) en concertation avec les services administratifs.

Propreté des abords du chantier

- Dispositif de nettoyage des roues de camion,
- Maintien de la propreté des abords du chantier.

Information des riverains et traitement de leurs éventuelles réclamations

- Désignation par les entreprises de la personne responsable de l'information des riverains et du traitement des réclamations de ces derniers,
- Définition des différentes actions à mener pour l'information des riverains. La nature des informations à communiquer est en corrélation avec les diverses nuisances (sonores par exemple).

Nuisances sonores

- Sensibilisation du personnel de chantier,
- Planification des tâches bruyantes,
- Branchement électrique opérationnel pour supprimer le recours à un groupe électrogène.

- Limiter les risques de pollution pouvant affecter le lieu, les ouvriers et le voisinage en respectant les points suivants :

Respect des dispositions réglementaires

- Brûlage de matériaux : le brûlage des matériaux est interdit sauf dans des cas réglementaires ou sanitaires bien spécifiques (bois contaminés par des insectes xylophages : termites,...),
- Outillage muni de filtre à poussière.

Produits dangereux

- Étiquetage des produits. Les entreprises devront avoir sur le chantier les Fiches de Données Sécurité (FDS) relatives à leurs lots.
- En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions, et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

10 **ENTRETIEN DU CHANTIER:**

10.1 **Nettoyage de chantier:**

10.1.1 **Entretien du chantier:**

Chaque poste de travail devra être nettoyé par l'entreprise qui en est en charge: évacuation des déchets, rangement du matériel et outils et balayage. Et ce à chaque fin de journée de travail.

Toute entrepreneur qui ne respecterait pas cette instruction se verrait appliqué une pénalité de 150 euros et le nettoyage serait réalisé à ses frais par un prestataire.

10.1.2 **Entretien des cantonnements:**

Les cantonnements seront composés de vestiaires, sanitaires et réfectoires. Cette base de vie sera installée et gérée par le lot INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMIANTEMENT/ RAVALEMENT pendant les travaux.

10.2 **Protection des Ouvrages:**

L'intervention sur des Ouvrages existants ou à leur proximité devra être exécutée avec le plus grand soin, et entourée de la plus grande précaution.

10.2.1 **Ouvrages existants:**

10.2.1.1 Percements et scellement dans les Ouvrages existants:

Les dessins établis par l'Entrepreneur en charge de chaque lot, conformément aux caractéristiques techniques des installations, indiqueront les passages à travers les Ouvrages de gros œuvre (planchers, murs et ossature), ou fixation sur des Ouvrages existants tel que sur des tableaux ou appuis de fenêtre, sur les huisserie de porte, murs ou tout autre Ouvrage existant appartenant à la structure ou y étant liaisonné. Tous les passages seront composés uniquement de trous cylindriques à base circulaire ou rectangulaire. Les percements et les scellements ne devront pas nuire à la résistance des éléments porteurs: les Ouvrages suivants ne doivent donc pas être percés: poutres, solives et lambourdes.

Un repérage est indispensable avant de faire les percements. Des sondage doivent également être faits avant de lancer une campagne de percements.

La nature des scellements ou bouchements devra être appropriée aux Ouvrages qui les subiront. En particulier dans les sous-sols, caves, planchers et dans tous les lieux humides, les scellements et les bouchements devront être soignés et faits au mortier de ciment ou au MAP, si les supports sont destinés à recevoir une peinture. Il sera interdit de faire des percements ou des scellements dans des Ouvrages comportant une étanchéité.

Toute dégradation d'un Ouvrage existant générée par une entreprise lors de son intervention devra être reprise aux moyens et frais de cette dernière.

10.2.1.2 Travaux à proximité d'Ouvrages existants:

Tout travaux réalisé à proximité d'un Ouvrage existant devra être exécuté sans crée de dégradation ou dommage sur les Ouvrages existant. Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les dispositions nécessaires à cet effet, telle que la mise en place de protection sur les Ouvrages, création de SAS pour délimiter la zone d'intervention et limiter les projection de produit ou débris en dehors du poste de travail.

10.2.2 **Ouvrages neufs:**

Chaque entrepreneur sera responsable jusqu'à la réception de la protection de ses Ouvrages. A cet effet, il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où il en serait constaté il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les Ouvrages détériorés.

10.2.3 **Respect de l'implantation des Ouvrages:**

Les entreprises devront fournir les plans d'implantation de leurs Ouvrages pour validation, avant toutes exécution des travaux.

Cette implantation doit être faite sur la base des plans communiqués par la maîtrise d'Œuvre, aucun dépassement des emprise prévues ne sera toléré, que ça soit sur un Ouvrage existant ou à créer.

Toute non conformité constaté sera reprise aux frais et risque de l'entreprise qui en est responsable.

11

AMIANTE ET PLOMB

Le Maître d'Ouvrage a réaliser un diagnostic amiante et plomb avant travaux , rapport de IDS obligatoire pour mettre en évidence la présence d'amiante dans les zones impactées par les travaux.

Cela dit, l'Entrepreneur, durant la phase de reconnaissance des existants et avant toute installation de chantier, signalera au Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'Intervenant désigné par ceux-ci, la présence de tout ou partie d'Ouvrage ou d'éléments qui pourraient comporter des fibres d'amiante ou du plomb afin de prendre les mesures qui s'imposent. S'il y a lieu d'en suspecter la présence, un diagnostic plomb ou amiante complémentaire sera diligenté par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention.

Nota : Le Maître d'Ouvrage devra réaliser des investigations approfondies ou mettre en oeuvre des moyens d'accès spécifiques.

Le diagnostic amiante doit donc mise à jour, ce qui impliquera des modifications du DCE.

12

INSTALLATION ELECTRIQUE

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant devront fournir l'ensemble des pièces en leurs possessions sur les installations ELECTRIQUE de ENEDIS, ORANGE, NUMERICABLE,

Fourniture par le Maître de l'Ouvrage du diagnostic sur l'état de l'installation existante. si les éléments ont plus de 2 ans et/ou son inexistant faire établir un diagnostic avant travaux.

Cela dit, l'Entrepreneur, durant la phase de reconnaissance des existants et pendant toute la durée du chantier, signalera au Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'Intervenant désigné par ceux-ci, la présence d'installation électrique.

En cas de présence de réseaux ELECTRIQUE, l'entrepreneur devra prendre toute les précautions nécessaire pour permettre la bonne exécution de ses travaux et ce en toute sécurité. Les ouvriers devront être qualifiés et informés des installations présentes sur site.

L'entrepreneur ne devra entreprendre aucun travaux sur les Ouvrages ENEDIS ou COURANT FAIBLE, sauf si ces derniers sont décrits et chiffrés dans son marché ou font l'objet d'une demande complémentaire en cour de chantier de la part du concessionnaire, du Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'Intervenant désigné par ceux-ci.

13

SECURITE:

13.1

Sécurité collective:

La sécurité collective sur la partie extérieure du bâtiment sera assurée par des échafaudages de pied.

Ces Ouvrages ne pourront être utilisés qu'après établissement du PV de réception par l'entrepreneur en charge du lot INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMANTAGE/ RAVALEMENT

Aucune modification de l'échafaudage ne pourra être faite par un autre corps-d'état. Si cela s'avère nécessaire, les entrepreneurs devront en faire la demande au Maître d'Œuvre, qui actera la modification à l'échafaudage, seul habilité à monter, démonter ou modifier ses Ouvrages.

13.2

Sécurité sur le poste de travail:

L'entrepreneur en charge de chaque lot devra fournir à ces compagnons tous les équipements de protection individuelles (Chaussures de sécurité, casque, gants, lunettes de protection et bouchons d'oreilles).

Il devra également utiliser des équipements et machines en bon état de marche, et répondant au norme en vigueur.

L'entrepreneur devra également s'assurer que ses compagnons travaillent sur un poste de travail en sécurité en leur fournissant tous les équipements nécessaires à cet effet: petit échafaudage roulant, plate-forme individuelle roulante, établi,etc.

L'entreprise en charge du lot INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMANTAGE/ RAVALEMENT devra mettre en place des points d'alimentation électrique à proximité des postes de travail principaux avec les puissances adéquates.

13.3

Sécurisation des circulation:

Les zones de circulation à l'intérieur du chantier devront être maintenues propres et dégagées. Aucun stockage n'y sera autorisé. Il en est de même pour les abords du gymnase.

Un éclairage provisoire de toutes les circulations horizontales et verticales devra être mis en place le temps de travaux, et sera à la charge du lot INSTALLATION DE CHANTIER / DESAMANTAGE/ RAVALEMENT .

14

LIAISON ENTRE LES CORPS D'ETAT

Les entreprises en charge de chaque lot seront tenues de fournir à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, renseignements et précisions concernant ces dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, l'entrepreneur du lot aura à supporter toutes les conséquences qui en découleraient, tant sur ses propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

Il sera demandé au responsable de chaque lot de vérifier la conformité des Ouvrages ou installations des autres corps d'état au fur et à mesure de leur exécution, ceci pour tout ce qui peut avoir une incidence sur ses propres installations, de façon à permettre dans le cadre du planning, les corrections éventuelles qui seraient nécessaires.

Chaque entrepreneur devra également procéder à une réception des supports livrés par les autres corps d'état, avant d'intervenir sur ceux-ci.

Dans le cas où l'entrepreneur d'un lot démarrerait ces travaux sans réception contradictoire des supports, ces derniers seraient réputés réceptionnés sans aucune réserve. Et l'entrepreneur assumera la responsabilité et frais de travaux de reprise des supports sur lesquels il aurait entamé des travaux.

OPR - LEVEE DE RESERVES - PROCES VERBAL DE RECEPTION

15

Opération préalable à la réception :

Les OPR auront lieu 1 mois avant la date de réception.

Levée de réserves :

Les entreprises disposeront du délais entre les OPR et la réceptions finales pour lever l'ensemble des réserves.

Le surcoût de location lié à l'échafaudage sera à la charge des lots responsables designé par la maîtrise d'Œuvre , ou tout autres lots nécessitant un échafaudage pour la levée de leurs réserves. Ce dernier ne sera démonté qu'à la réception complète de leurs réserves.

Réception :

Toutes les réserves seront réputées toutes levées par les entreprises.

Une équipe de finition devra accompagner le Le Maître d'œuvre. La présence du MOA est indispensable.

Le PV de réception devra être signé par l'ensemble des parties (Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et les Entreprises).

16

RECEPTION:

A l'achèvement de la totalité des Ouvrages prévus au marché, il sera procédé au recollement contradictoire du matériel pour vérifier que la fourniture est conforme aux spécifications et plans du programme, aux propositions remises par l'adjudicataire, aux règlements et aux règles de l'Art.

17

GARANTIES:

Pendant la période de garantie, l'ensemble des entreprises prévoira le temps nécessaire pour expliquer le principe de fonctionnement, les principaux points de l'installation à contrôler et à entretenir ainsi que les mesures d'urgence à prendre en cas d'anomalie ou de panne.

Il prévoira également les interventions éventuelles pour le remplacement ou la réparation des matériels reconnus défectueux pendant cette période de garantie. Les délais d'intervention au titre de la garantie ne devront pas excéder 24 heures en cas d'arrêt de parties ; des installations ou en cas de fonctionnement empêchant l'utilisation normale des locaux.

La fin de la garantie de l'entreprise ne pourra être prononcée qu'après un fonctionnement normal des installations d'une durée d'une année, soit depuis la date de la réception, soit depuis la date des réglages et essais consécutifs à des modifications demandées au titre de la garantie.

L'entreprise adjudicataire de son lot assurera la transmission des garanties constructeurs de son installation.

L'entreprise devra également communiquer les numéros de téléphone, adresse, jours et horaires des entreprises à appeler en cas de problème.